

## Brève réflexion sur le catalogue des idées reçues

### Corruption et étatismisme dans la Chine post-maoïste

A peine intronisé au poste de responsable suprême, Xi Jinping annonça la couleur : le maintien de la dictature du Parti, source de « stabilité », sans laquelle « l'harmonie » ne peut pas être réalisée, passe par la « lutte contre la corruption ». Dans la foulée, « Le Quotidien du peuple » a renchéri, faisant l'éloge de la « frugalité » et d'autres « vertus » de la même veine chères à Mao. Histoire de rappeler aux têtes rétives à quoi servent de telles campagnes, les mêmes plumentifs signalent que la stigmatisation de la « corruption » ne date pas d'hier et qu'elle fut même bénéfique lors des périodes critiques que traversa l'empire du Milieu, par exemple lors de la prise du pouvoir par les Ming, ce fruit pourri des insurrections paysannes dirigées contre la dynastie mongole des Yuan. Vu de loin, les discours de Xi Jinping et de ses acolytes apparaissent comme de la pure hypocrisie, sans conséquence, parce qu'ils sont lancés par des cercles officiels placés au sommet du Parti, bien placés pour user et abuser de leur position afin de faire fortune. C'est bien mal connaître la Chine, celle d'hier comme celle d'aujourd'hui, que de considérer « la lutte contre la corruption » comme sans importance.

La référence à l'empire des Ming n'est pas innocente et, en Chine, elle a été comprise pour ce qu'elle est : le synonyme d'opérations de terreur. Po Yang, pamphlétaire vivant à Taïwan emprisonné pendant dix ans à Taipei pour avoir détourné des comics de « Popeye » « faisant perdre la face » à la famille des Chang, celle du dictateur de l'île, rappelle dans le « Précis d'histoire des Chinois » : « Dans les trente dernières années du XIV<sup>e</sup> siècle, la terreur régnait en Chine. Chaque matin, quand les fonctionnaires partaient pour la Cour, ils faisaient leurs adieux à leur épouse et c'est seulement le soir, au retour qu'ils étaient souriants. Il en était ainsi à la capitale, Nanjing, mais aussi dans les provinces de l'empire des Ming. Dans les préfectures, les sous-préfectures, Hongwu [l'ancien insurgé fondateur de la dynastie qui extermina les sectes paysannes qui l'avait portées au pouvoir, Lao She] fit construire des kiosques, où la peau des fonctionnaires accusés de corruption, à tord ou à raison, puis écorchés vifs, était suspendue. [...] Parmi les fonctionnaires du pouvoir central de rang inférieur à vice-ministre et ceux des provinces, il y avait par an plusieurs milliers d'individus qui mourraient dans des prisons ou qui étaient envoyés dans des camps de travail pour corruption. [...] La lutte contre la corruption était digne d'éloges, mais le problème réside dans la procédure de mise en accusation : les fonctionnaires accusés étaient-ils corrompus ? Soumis à des tortures cruelles infligées par des sbires cruels ils finissaient par avouer des crimes passibles de l'extermination de leurs familles jusqu'à la troisième génération. [...] Lorsque les biens du condamné ne suffisaient pas à rembourser les sommes exigées, il ne restait plus qu'à avouer sous la torture dans quelle famille elles étaient déposées, laquelle devenait à son tour complice. »

Depuis des décennies, les procédés de coercition utilisés contre les « corrompus » ou présumés tels sont différenciés et des hiérarchies de peine sont établies. Elles vont de la suspension des fonctions avec restitution des sommes « détournées » – les familles sont taxées si nécessaire, y compris par la vente forcée de leurs maisons – à la fusillade en place publique. D'après les chiffres officiels, il y aura déjà eu presque deux cent mille condamnations de fonctionnaires depuis 2013. En parallèle aux prisons et aux divers camps de travail, il existe en Chine continentale des centres de détention et de torture réservés aux cadres du Parti, officiellement nommés « bureaux de la discipline dans le Parti » dans la capitale mais aussi dans les principales villes de province, où officient des sbires envoyés par Beijing. Ils ne dépendent que de la Commission centrale de contrôle du Parti. Le « Shuanggui », dont la seule évocation rend malades les cadres, c'est ce système d'enquêtes, de persécutions et d'exécutions sommaires du Parti. En règle générale, les présumés corrompus avouent, vu les risques qu'ils encourent et font encourir à leurs familles, ce que le Parti leur reproche, effectuent leur autocritique, ce qui n'empêche pas parfois leur extermination, y compris en public pour l'exemple.

J'ai cité Po Yang, polémiste connu en Chine continentale comme à Taïwan, parce que la critique qu'il effectue porte plus, à travers ses références aux Ming, sur les procédés sanguinaires utilisés par les inquisiteurs de l'Etat que sur la fonction de la « lutte contre la corruption ». Position qui ne lui est pas spécifique mais, hélas, très partagée au-delà des frontières de la dissidence et des ONG. La « lutte contre la corruption », c'est l'arme à double détente qui sert, hier comme aujourd'hui, premièrement à jeter en pâture à la « populace » des fonctionnaires locaux particulièrement haïs pour leurs malversations, donc à renforcer le pouvoir central ; deuxièmement à briser les factions qui, au sein même de l'appareil d'Etat, tendent de remettre en cause le relatif monopole détenu par le cercle auquel l'ensemble du Parti fait allégeance à telle ou telle période. Les mesures prises par Xi Jinping depuis deux ans ne signifient rien de plus et il faut reconnaître qu'elles rencontrent des échos favorables, certes affaiblis, du côté des laissés-pour-compte du « socialisme de marché ». A elles seules, elles ne suffiront sans doute pas à établir de façon durable « l'harmonie », mais elles y contribuent. ■

Lao She (Vieux Serpent)